



Re-dessine moi l'école...

La conférence de presse est le point de passage obligé de tout ministre de l'éducation, sitôt nommé. Personne n'attendait de Jack Lang qu'il rompe avec la coutume ! Le voilà donc face à la presse dans la posture qu'il affectionne par dessus tout : décliner le discours le plus consensuel qui soit. L'exercice aura été mené de main de maître. Le nouveau ministre cultive comme personne l'art d'aller au-devant de ses troupes. Pas un coin du jardin n'a échappé au râteau du jardinier et tous les secteurs ont été explorés. Résultat, nous aurons tout. Promis.

Pour cet éditorial, la commande était simple : il me fallait présenter les nouveautés annoncées. Et surtout, en dégageant les lignes de force. Le jour même où je m'employais à le faire, Philippe Meirieu publiait fort opportunément un papier dans Libération sous le titre « Jack Lang, du pur Bayrou ». L'ancien directeur de l'INRP faisait le travail.

Il présentait en ces termes la nouvelle donne : « *faire un peu de bruit, ne jamais passer à l'acte en matière d'innovation, égrener les bonnes intentions et surtout ne fâcher personne* ». Pour le coup, tout était dit. Tout ? Peut-être pas.

Meirieu a mille fois raison de pointer la convergence de vue entre Bayrou et Lang. Il va même jusqu'à assimiler le projet libéral de l'un (version de droite) au projet libertaire de l'autre (version de gauche). C'est à juste titre qu'il voit dans la création d'une agence de l'innovation un gage donné à ceux qui veulent que se desserrent les contrôles du service public.

L'ancien directeur de l'INRP nous alerte ensuite sur « la mise en cause de notre modèle d'école primaire ». En deux propositions, l'affaire est entendue :

- l'une pour feindre l'accord de principe avec le vieux dogme du maître unique (« *ces évolutions ne remettent pas en cause la polyvalence nécessaire de chaque enseignant* »)

- l'autre pour annoncer la foi nouvelle (« *chaque enseignant possède des centres d'intérêt qui peuvent profiter à tous ; c'est pourquoi il faut promouvoir davantage le partage de ces compétences... sans doute faudra-t-il aller plus loin dans ce sens et introduire dans la formation des enseignants des formations à dominantes...* »)

La jolie fleur de rhétorique que voilà ! Meirieu y voit - et comment ne pas le suivre sur ce terrain ? - un élément décisif du projet du nouveau ministre. Pour le coup, le saupoudrage des mesures annoncées n'est pas seulement concession à

la démagogie (plus de langues, une pluie d'ordinateurs et de logiciels, des arts et de la musique, des « *classes bleues, vertes, jaunes, arc-en-ciel* » une éducation à la citoyenneté, « *la multiplication des évaluations* ».) mais la marque d'une volonté de secondariser l'école maintenant que le recrutement de ses professeurs a opéré la mutation sociologique que l'on sait. Le ministre peut proclamer autant qu'il le croit nécessaire qu'« *il n'y a pas à choisir entre les tenants du savoir et ceux de la pédagogie* ». Personne n'est dupe : le débat est tranché. Définitivement. La pédagogie sera un art qui se décline sur le mode cumulatif.

Un exemple de plus ? Page 25 du texte de la conférence de presse, on lit : l'Etat encouragera en particulier : 1) la création d'une chorale par école. 2) la création d'une grammaire de l'image. 3) la généralisation des classes culturelles. 4) la multiplication des ateliers de pratique artistique.

On aurait presque envie de crier grâce.

Mais pour finir sur une note plus sérieuse, Meirieu invite le ministre à réfléchir à ce que pourrait être une vraie politique de gauche en éducation. Belle question, s'il en est. De mon point de vue, elle est impertinente et ne s'adresse pas au bon interlocuteur.

L'impertinence vient de ce que la question laisse entendre que le projet présenté ne serait pas de gauche. Or, dès l'entrée de la conférence, Lang avait tenu à nous informer sur la ligne directrice de son discours. Ce sera celle des pères fondateurs de l'école. Cité trois fois, à des endroits stratégiques, le nom de Jules Ferry est là, en effet, pour colorer idéologiquement le propos. Il est là aussi pour rassurer : aucun changement véritable n'est à attendre. La ligne traditionnelle d'une école libératrice sera maintenue avec en prime la réussite individuelle promise à tous. Pas de gauche, le projet ? En voici un signe supplémentaire : « *Quelle que soit la valeur de l'école on ne peut se résigner à avoir 10 à 15% d'élèves en situation d'échec scolaire. C'est une ardente obligation pour la Nation de conduire tous les élèves sans exclusive sur les chemins de la réussite.* » La belle âme ! Qui oserait s'inscrire en faux contre une approche aussi généreuse ? Comment douter de l'ancrage à gauche de ceux qui ont une telle ambition ? Mais aussi, comment mieux verrouiller la question sinon en voulant pour les faibles le régime de force de ceux qui les ont vaincus ? C'est pourtant ce que masque le slogan hypocrite qui veut de « l'excellence pour tous »...

Si le ministre n'est pas qualifié pour définir ce qu'est une politique de gauche, qui doit le faire ?

Il se trouve que la démocratie de délégation suscite des victimes là où elle devrait faire émerger des citoyens. À quoi a-t-on assisté tout au long de la crise qui a opposé Allègre à ses professeurs, sinon à une auto-proclamation de chacun en qualité de victime de l'autre ? L'opinion ne savait plus qui consoler : le pauvre ministre si courageux ou les professeurs tant méprisés. Pendant ce temps-là, les collégiens restaient assignés au seul statut qui leur était reconnu, celui d'élèves supposés attentifs à leur futur statut social dont tout le monde sait pourtant qu'il n'aura rien de glorieux pour beaucoup d'entre eux. Et plutôt que de les penser « formateurs dans la cité », on les préfère otages expiatoires d'enjeux qui les dépassent. Sur ce thème, Pascal Bruchner pose une bonne question : « *Comment maintenir la démocratie si une majorité de citoyens aspire au statut de victime au risque d'étouffer la voix des vrais déshérités ?* » (*Hors des pensées battues*, Libération du 21.07.00)

C'est précisément sur ce point qu'il nous faut porter, avec le plus de lucidité et de courage, l'interrogation.

Que le ministre veuille nous faire croire que les mesures qu'il annonce suffiront à réduire de l'extérieur et malgré eux le nombre des exclus n'est que jeu d'annonce. Personne n'imagine une seconde que le projet sera réalisé et moins encore que les quelques décisions qui pourraient être finalement appliquées auront des effets significatifs.

Mais que les organisations syndicales, les mouvements pédagogiques, les fédérations de parents d'élèves, les œuvres de l'école, les milieux de la recherche pédagogique, d'autres forces potentielles tardent encore à se constituer en forces de propositions et d'actions, voilà qui menace d'être autrement préoccupant.

Il ne s'agit plus d'attendre le bon ministre qui tiendra le bon discours. Il s'agit de dégager ensemble les conditions qui permettront que les questions d'éducation deviennent l'affaire de la cité et qu'elles soient soumises à l'épreuve des faits dans le monde tel qu'il se transforme.

Place aux réalisations !

La bataille à conduire est d'abord contre nous ; il faut cesser de croire que la solution dépend du bon vouloir de ceux qui ont le pouvoir. L'une de nos dernières chances avant la grande déferlante libérale est de donner un contenu précis à l'ambition d'une école maîtresse d'elle-même parce que construite avec ceux qui en seront les bénéficiaires.